

<i>Avant-propos</i>	13
Sébastien Pellé	
Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour	
<i>Propos introductifs</i>	19
Virginie Larribau-Terneyre	
Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour	

—— **LA GARDE À VUE APRÈS LA TRANSPOSITION
DE LA DIRECTIVE DU 22 MAI 2012**

« Premier bilan de la loi du 27 mai 2014 »

<i>Le suspect, entre audition libre et garde à vue</i>	25
Sébastien Pellé	
Professeur de droit privé et sciences criminelles	
Université de Pau et des Pays de l'Adour	
<i>L'accès au dossier dans l'enquête policière</i>	39
Antoine Botton	
Professeur de droit privé et sciences criminelles	
Université Toulouse 1 Capitole	
<i>L'application de la réforme du 27 mai 2014 par le juge judiciaire</i>	53
Alain Billaud	
Conseiller à la Chambre de l'instruction	
Cour d'appel de Pau	
<i>L'écho du droit comparé : la réforme de la garde à vue en Espagne</i>	61
Damien Connil	
Chargé de recherche au CNRS	
Université de Pau et des Pays de l'Adour	

—— **LA GARDE À VUE EN ATTENDANT LA TRANSPOSITION
DE LA DIRECTIVE DU 22 OCTOBRE 2013**

**« Réflexions sur l'évolution du contenu
de l'assistance de l'avocat en droit français »**

<i>La garde à vue et le droit à l'assistance de l'avocat dans la directive du 22 octobre 2013</i>	79
Pascal Beauvais	
Professeur de droit privé et sciences criminelles	
Université Paris Ouest Nanterre La Défense	

<i>Les enseignements de la pratique policière</i>	93
David Druet Commissaire de police Chef de la sûreté départementale	
<i>L'avocat en garde à vue : mythe ou réalité ?</i>	105
Thierry Sagardoytho Avocat au Barreau de Pau Spécialiste en droit pénal	
<i>Vers une réforme d'ensemble de l'enquête pénale ?</i>	115
Vincent Sizaire Magistrat Maître de conférences associé Université Paris Ouest Nanterre La Défense	
<i>Rapport de synthèse</i>	125
Jean Pradel Professeur émérite de l'Université de Poitiers Ancien juge d'instruction	

— ANNEXES

Directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales.....	143
Directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires	157